

Zeitschrift: Wissen und Leben
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: 26 (1923-1924)
Heft: 1

Artikel: Une interview de Lord Robert Cecil
Autor: Bauty, E.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-748325>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

der Erweiterung in die Welt hinaus auf die Gemeinschaft unseres Erdteils nimmt, und ihn dadurch, aus ohnmächtiger Zerrissenheit geheilt, wieder aufrichtet.

Dass zu dieser europäischen Politik Deutschland und Russland nötig sind, das weiß und sagt auch ihr Feind. Dass diese europäische Politik Deutschland und Russland nötig ist, das erkennen wir, auch wenn wir es in Groll und Scham noch verleugnen möchten. Aber eins ist dabei not: wir müssen aus freiem Willen in den Völkerbund eintreten können. Wir wissen es von der Friedensschuld, was der Zwang dem Gläubiger wie dem Schuldner bringt. Hätten sie uns damals, als der Krieg beendet, verloren, an seiner Ungeheuerlichkeit erstickt war, im Westen später wie früher im Osten, damals in der Stunde, in der Deutschland innerlich gelöst und zu einem neuen Leben bereit war wie nie zuvor, hätten sie uns damals selbst sagen lassen, was wir zum ewigen Frieden zu opfern bereit waren — welches Elend, und was schlimmer ist, welcher Hass wäre unserer Welt erspart geblieben!

Hat dies aber nicht sein können, so fordern wir es heute um so ernster und dringender; dass wir nicht ausgehoben werden zum Völkerbund, sondern uns stellen zu ihm. Ja, ich fordere die Volksabstimmung in Deutschland, dessen Verfassung sie jetzt, wie die schweizerische, kennt, ehe wir den Pakt schließen, damit er unverbrüchlich sei und hinausgehoben über die Launen eines Regierenden, und sei er Diktator von des Pöbels Gnaden.

Nicht ein Parteiführer oder ein Völkerrechtsprofessor, nicht eine Abteilung im Auswärtigen Amt allein muss es sehen. Das deutsche Volk muss das Zeichen sehen, in dem es auf eine Ernte der Zukunft hoffen kann, das Zeichen des Bundes.

A. MENDELSSOHN BARTHOLDY



UNE INTERVIEW DE LORD ROBERT CECIL

Il est difficile de dire de quoi est composé le charme de cette personnalité qu'est Lord Robert Cecil. Quiconque a passé par Genève au moment de la réunion de la Société des Nations n'a pas pu ne pas remarquer, s'il s'est promené

sur les quais et s'il a passé devant l'hôtel Métropole, où il réside, cet Anglais au corps si haut que la taille a fini par se voûter. Lord Robert Cecil déambule à grands pas, son large front absorbé par de profondes préoccupations, les yeux petits, noirs et vifs, un vaste chapeau noir enfoncé jusqu'aux oreilles. A quoi peut-il songer, si ce n'est à l'avenir de la Société des Nations, cette grande idée qui, pour lui, représente non seulement un moyen admirable de coordination de tous les efforts humains, mais encore une possibilité de réaliser le désarmement matériel des peuples ?

Pour une raison ou pour une autre, vous abordez le noble Lord anglais. Vous l'abordez avec toute la simplicité que nous mettons en Suisse à saluer les hommes d'Etat. Vous lui dites « Monsieur » tout court. Malgré tous ses titres, et malgré tout le formalisme des Anglais, Lord Robert Cecil ne vous en accueille pas moins de la façon la plus aimable et la plus naturelle. Il a tout de suite la main tendue et un bon sourire remplit sa face profondément creusée de deux rides qui enferment les lèvres minces et complètement rasées.

La conversation s'engage, et sans embarras aucun, sans réticence, l'homme d'Etat anglais répond à vos questions.

C'est ainsi que nous l'abordâmes pour demander pour les lecteurs de *Wissen und Leben* et pour notre public suisse, en général, une sorte de consultation à ce célèbre spécialiste de la Société des Nations sur l'importance réelle de la Société pour de petits Etats et plus particulièrement pour un petit Etat comme la Suisse.

Mais, avant de vous rapporter ses propos, faisons plus ample connaissance avec Lord Robert Cecil.

Nous rappellerons qu'avant même la réunion de la Conférence de la Paix, Lord Robert Cecil, avait été complètement gagné par les idées du président Wilson, et qu'au moment de la rédaction du Pacte, il put prendre une part active aux pourparlers de Paris. Homme de grandes convictions et personnalité de l'église anglicane, comme d'ailleurs tous les membres de sa famille — un de ses frères est même évêque d'Exeter — Lord Robert Cecil paraît avoir décidé, dès lors, de consacrer toutes ses forces et toute sa vie à donner à cette

S. d. N., qui ne faisait que de naître, la force nécessaire pour que le but difficile qui est le sien pût être réalisé. Président de l'Association anglaise pour la S. d. N., il a la joie de voir cette organisation s'accroître sans cesse et compter bientôt trois cent mille membres. Il accepte de représenter, à la suite d'une démarche pressante faite auprès de lui par le général Smuts, premier ministre de l'Afrique du sud, le gouvernement sud-africain à l'Assemblée de la S. d. N. Il emploie tout son talent, toute sa dialectique à transformer cette Assemblée en un organisme puissant. Il n'hésite pas, pour faire tomber tous les calculs matériels et les combinaisons réalistes, à s'y faire le champion d'un idéalisme très accentué et qui fait dire de lui, comme il se plaît d'ailleurs avec malice à le rappeler lui-même, qu'il est l'« Enfant terrible de l'Assemblée ».

Cette année-ci cependant, l'« enfant terrible » a dû modifier quelque peu son attitude, sans d'ailleurs rien sacrifier aux principes. De représentant de l'Afrique du sud entièrement libre de dire tout ce qui lui plaisait, Lord Robert Cecil est devenu membre du gouvernement britannique, et c'est en qualité de premier délégué de la Grande-Bretagne qu'il va désormais poursuivre ses efforts.

Pour achever de faire connaissance avec Lord Robert Cecil, ajoutons que les sièges du gouvernement de la Grande-Bretagne sont presque l'apanage de sa famille. Il est, en effet, le troisième fils de feu le marquis de Salisbury, premier ministre de Grande-Bretagne. Lord Balfour, qui succéda lui-même au marquis de Salisbury, est son cousin. Enfin, son frère aîné qui possède aujourd'hui le marquisat, est membre également du gouvernement.

La connaissance est faite. Laissons maintenant Lord Robert Cecil exprimer aux lecteurs suisses ce qu'il a bien voulu tenir à leur dire personnellement. « Durant la dernière guerre, dit lui Robert Cecil, on crut généralement dans tous les pays belligérants que ce cataclysme serait le dernier.

Cette croyance était née en partie du fait de l'épouvantable spectacle des horreurs qui, chaque jour, se répétait le long des milliers de kilomètres de tranchées. Mais, davantage encore, elle avait trouvé de quoi s'alimenter dans le sentiment



VAN GOGH
In zürcher Privatbesitz

de consternation profonde que produisaient sur les esprits les effets destructifs des engins de la guerre moderne. On avait la conviction, d'une façon générale, que, si les nations continuaient à fabriquer de pareilles armes et à en accroître sans cesse la puissance, le conflit atteindrait à un tel degré de dévastation qu'il anéantirait l'édifice même de notre civilisation.

C'est cette mentalité qui, à l'issue des hostilités, a produit ce désir universel qui a donné naissance à la Société des Nations. C'est sous l'influence de cette mentalité que s'est déclenché le mouvement en sa faveur et, si les hommes avaient mieux compris leurs véritables intérêts, ce facteur pacifique eût été d'une bien plus grande efficacité encore.

Jamais, en effet, depuis l'armistice, la puissance et les effets destructifs des engins de guerre n'avaient subi pareil accroissement.

Il est vrai que certains Etats ont, en revanche, fortement réduit leurs armements et que d'autres ont maintenu les leurs à un niveau légèrement inférieur à celui de 1914. Mais il n'en est pas moins vrai que l'art de la conduite de la guerre s'est développé, d'autre part, de telle façon dans certaines directions que cela doit donner à réfléchir aux gens les moins pondérés.

L'aviation s'est perfectionnée et son emploi pour les buts de guerre a atteint à un tel degré d'efficacité qu'il est permis de supposer que, dans la prochaine guerre, si jamais elle devait avoir lieu, les bombardements aériens seraient infiniment plus terribles que tous ceux que nous avons connus jusqu'ici. L'usage des gaz et particulièrement leur emploi par les avions a augmenté d'une façon considérable. Des progrès ont été accomplis également dans l'utilisation et la construction des tanks et des sous-marins. Ceci prouve que, sur terre et sur mer, aussi bien que dans les airs, nous sommes, si l'on n'y porte remède, au seuil d'une ère nouvelle de préparation belliqueuse.

On perd souvent ces considérations de vue. Elles sont pourtant le plus important facteur des relations internationales d'aujourd'hui. Elles constituent le seul problème vital

qui doit être résolu, si nous voulons sauvegarder notre civilisation. Elles sont d'une importance capitale pour tout Etat, qu'il soit ou non à la tête de la lutte pour les armements.

Mais, à l'heure actuelle, ces considérations ont pour les petits Etats une signification toute particulière. En raison même de l'accroissement rapide des armes spécialisées, les grands Etats industriels ont un avantage considérable sur les petits.

En effet, si un système de relations internationales basé sur la force arrive à se constituer, les petits Etats seront, à des degrés divers, à la merci de leurs voisins plus puissants.

Il est, actuellement, pratiquement impossible à un petit Etat agricole de se défendre contre un grand Etat industriel. Une combinaison de petits Etats serait aussi militairement désavantagée, même si, présentement, elle avait l'espoir du contraire, en présence d'une seule grande puissance qui aurait à sa disposition des moyens industriels illimités.

C'est pour cela que les petits Etats ont un intérêt vital non pas à constituer des groupements dépendant d'une grande puissance, mais à former une alliance universelle pour le maintien de la paix.

L'ère des groupements et des systèmes d'alliances est périmée. Ceux-ci, nous le savons, n'ont jamais servi qu'à créer dans le monde des antagonismes dont le résultat logique est de provoquer des conflits généraux et désastreux. La seule garantie que possèdent les petits Etats — et, effectivement, plusieurs d'entre eux, et même de grands Etats, ont commencé à le comprendre — consiste dans une combinaison universelle qui substituerait, comme principe dirigeant des relations internationales, la force morale à la force physique, le droit à la violence et la loi à l'anarchie.

Qu'on veuille bien me pardonner d'insister sur cet aspect de la question, qui affecte plus particulièrement les petits Etats. Alors même qu'ils parviendraient à accroître leur puissance matérielle par des alliances, celles-ci ne serviraient pas à garantir la paix ou à assurer leurs droits dans un système qui n'aurait pas pour base le droit des gens. Tandis qu'au contraire, leur puissance morale pourrait être un facteur d'une

importance décisive non seulement pour la sauvegarde de leurs droits individuels, mais pour le maintien des droits collectifs de la communauté des Etats.

Cette puissance morale ne peut cependant s'affirmer qu'au moyen d'institutions politiques. Elle existait dans le monde avant 1914. Il y avait aussi des forces spirituelles qui travaillaient sans cesse à l'amélioration des relations internationales, qui travaillaient à empêcher la guerre. Ces énergies se révélèrent cependant inefficaces, parce qu'il n'y avait pas alors d'institution qui leur permît de se manifester.

Aujourd'hui, la Société des Nations est apte à jouer ce rôle.

On se fait trop souvent cependant des idées erronées sur la composition et les buts de la Ligue. Organisme politique, établi pour assurer une coopération internationale permanente, la Société des Nations est fondée sur un ensemble d'obligations dont le but essentiel est d'écarter la guerre et de travailler contre tout emploi agressif ou injustifié de la force.

Cet organisme deviendra fort. Sa puissance et son autorité s'accroîtront dans la mesure où s'accroîtra la confiance dans le caractère sacré des obligations d'un genre nouveau que ses membres ont contractées les uns à l'égard des autres et à l'égard du monde entier. Ce qui revient à dire que la puissance de la Société des Nations dépendra de la manière dont les gouvernements et les peuples qu'ils représentent se montreront déterminés à considérer que le premier de leurs devoirs est de tenir les engagements qu'ils ont souscrits.

Ce qui est nécessaire, par-dessus tout, c'est une éducation profonde et universelle des peuples. Il faut que ceux-ci comprennent quel est ce droit nouveau sur lequel est édifiée la Société des Nations.

Les gouvernements des petits Etats et leurs peuples ont une grande et noble tâche devant eux pour l'accomplissement de cette œuvre !

ED. BAUTY

